

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC PLASTIQUES

Actiparc du Segréen - Avenue de Bretagne
Ste Gemmes d'Andigné
49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Références : EC-2022-585-INSP-PAPREC PLASTIQUES-Segré-RAP
Code AIOT : 0006305092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté Actiparc du Segréen - Avenue de Bretagne Ste Gemmes d'Andigné 49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- Actiparc du Segréen - Avenue de Bretagne Ste Gemmes d'Andigné 49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU
- Code AIOT : 0006305092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC PLASTIQUES exploite ZI de l'Artiparc du Segréen à Ste-Gemmes-d'Andigné une unité de traitement de matières plastiques depuis plus de 10 ans.

Cet établissement est réglementé par l'arrêté d'autorisation préfectorale du 4 avril 2017 l'autorisant à poursuivre et étendre les activités du site.

La capacité maximale de traitement est d'environ 11 000 tonnes par an.

Les matières entrantes sont des plastiques valorisables (principalement des rebuts de fabrication)

broyées dans un bâtiment comprenant 5 lignes de traitement. Les produits finis sont entreposés en bigs-bags sur une plateforme située en extérieur.

Le nombre d'employés est de 28.

La visite d'inspection du 1^{er} décembre 2022 s'est principalement attachée à vérifier la mise en place d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie qui avait fait l'objet d'une non conformité lors d'une visite d'inspection réalisée en septembre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 24 septembre 2019
- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites constats de la visite d'inspection du 24 septembre 2019	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.6.2	/	Sans objet
2	Suites constats de la visite d'inspection du 24 septembre 2019	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 1.4.3	/	Sans objet
3	Suites constats de la visite d'inspection du 24 septembre 2019	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.4	/	Sans objet
4	Stockages	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 5.3	/	Sans objet
5	Situation administrative	Lettre du 12/12/2019	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que le site était propre et entretenu. Les travaux de réalisation du bassin de confinement étaient en cours de finition. Une observation a été relevée relative à la mise à disposition de l'inspection des ICPE du procès-verbal de réception du bassin de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites constats de la visite d'inspection du 24 septembre 2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués de l'ensemble du site, notamment à l'occasion d'un sinistre avec les eaux d'extinction d'incendie, sont récupérés dans un bassin étanche dont le volume disponible est déterminé en additionnant les volumes d'eaux d'extinction nécessaires à la lutte contre un sinistre, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes. L'ouvrage dispose en permanence d'un volume libre d'au moins 570 m ³ . Toutes les dispositions sont prises pour que cette capacité soit conservée disponible même en cas d'intempéries.
Constats du 24/09/2019 : En lieu et place du bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie se trouvait l'activité de transit de déchets de collecte sélective. Il était demandé à l'exploitant de mettre en place un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie dans un <u>délai de 9 mois</u> .
Constats : Il est constaté que le bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie est en cours de terrassement. A cause du contexte sanitaire dû à la pandémie de coronavirus en 2020, la réalisation du bassin a été retardée. Selon l'exploitant, la fin des travaux du bassin de confinement d'un volume de 700 m ³ est prévue en février 2023. Le bassin est situé au point bas du site côté avenue de Bretagne. Un nouveau parking et une entrée sont aménagés pour le personnel. Il est équipé d'une vanne de confinement.
Observation : L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de tenir à sa disposition le procès verbal de réception du bassin de confinement et la procédure de fonctionnement du bassin de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 1.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Porter à connaissance et analyses des évolutions Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable de leurs incidences, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments nécessaires à son appréciation. Il en est de même pour les dangers et/ou les nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions de cet arrêté. Les études d'impact et/ou de dangers sont actualisées à ces occasions.</p> <p>Constats du 24/09/2019 : L'inspection des ICPE avait constaté la présence d'une zone de transit de déchets provenant de collectes sélectives, aménagée sur la parcelle Ouest à l'entrée du site. Après dépôt dans une installation modulable, les déchets provenant de la collecte sélective locale (5 à 6t/j) sont compactés sur place avant d'être transférés vers le centre de tri TRIVALOR PAPREC à RENNES. Il était demandé à l'exploitant de présenter au préfet un dossier de modifications des installations accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires. S'agissant du secteur des déchets, la compatibilité avec le plan départemental des déchets non dangereux devra être établie, notamment en ce qui concerne le principe de proximité.</p> <p>Constats : Un porter à connaissance relatif au transit de déchets issus des collectes sélectives du secteur de Segré ainsi qu'une mise à jour de sa situation administrative suite aux modifications de la nomenclature a été transmis par la société PAPREC en novembre 2019. Le volume maximum de déchets provenant des collectes sélectives visés à la rubrique 2714 est de 180 m³. L'exploitant est autorisé à faire transiter 32 000 m³ de déchets non dangereux dont 31 400 m³ de plastiques et dans une moindre mesure des papiers, cartons, bois.... Les quantités de déchets entreposés, leur nature et origine géographique sont inchangées. Le quai de transfert est aménagé dans le cadre de contrats de collectes sélectives avec les collectivités locales pour réaliser une rupture de charge avant envoi vers le centre de traitement de déchets du groupe PAPREC situé près de RENNES. La modification porte sur la provenance des déchets (des ménages) qui entraîne la réalisation d'un quai de transfert spécifique.</p> <p>S'agissant d'une modification non substantielle, un dossier acte de la modification des installations de transit et traitement de matières plastiques exploitées par la société PAPREC PLASTIQUES a été pris par le préfet le 12 décembre 2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites constats de la visite d'inspection du 24 septembre 2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, stockage des matières en extérieur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des matières plastiques et déchets en extérieur Les limites des stockages sont implantées à une distance au moins égale à 15 m des limites du site et à au moins 10 m du bâtiment principal. Le stockage des matières premières et des produits finis est organisé en groupes d'îlots, tels que présentés dans l'étude de dangers, séparés entre eux par une distance d'au moins 10 m. Des passages libres, d'au moins 4 m de largeur, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie...
Constats du 24/09/2019 : Les matières plastiques entrantes étaient entreposées dans des conteneurs métalliques sur une plate-forme située à l'ouest du bâtiment. Les produits finis étaient entreposés en big-bags sur une plateforme située à l'Est du bâtiment. Les stockages étaient éloignés d'au moins 10 m du bâtiment. Ils étaient organisés en groupe d'îlots. Toutefois, il était constaté que deux zones de stockage n'avaient pas de passage libre d'au moins 4 m de large. L'exploitant indiquait que la réorganisation des îlots avec marquage au sol afin que les groupes d'îlots soient bien identifiés était en cours.
Constats : Il a été constaté que les groupes d'îlots des matières premières plastiques sont bien identifiés par un marquage au sol. Ils sont au moins distants de 10 m du bâtiment principal et des allées séparent les groupes d'îlots. Les produits finis (plastiques broyés) sont entreposés dans des big bags filmés de l'autre côté du bâtiment principal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 5.3
Thème(s) : Autre, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de matières et déchets détenus dans l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages.
Constats : L'exploitant établit un état des stocks des matières premières et produits finis tous les mois. Il était en mesure de connaître les quantités des matières entrantes stockées, broyées et les produits finis. Un plan comprenant les différentes zones de stockages des matières et produits finis était disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 12/12/2019
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par courrier du 12 décembre 2019, le préfet de Maine et Loire a acté du tableau de classement suivant : - Régime E rubrique 2714.1 - Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. plastiques : 31 400 m ³ - bois palettes : 180 m ³ - papier/cartons : 180 m ³ - en mélange : 180 m ³ total environ 32 000 m ³ ; - Régime E - Rubrique 2791.1 - Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. broyage de plastiques 50t/j ; - Régime A - Rubrique 2661.2-a) Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage...) -La quantité de matière susceptible d'être traitée est de 50 t/j ; - Régime E - Rubrique 2662.2 Stockage de polymères Le volume susceptible d'être stocké est de 31 400 m ³ .
Constats : L'exploitant indique qu'entre 25 et 30 tonnes de matières plastiques sont broyées par jour sur le site. Lors de la visite d'inspection, environ 2 000 tonnes de matières plastiques et produits finis étaient entreposées soit moins de 2 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet